

CHAMBRE
des Représentants.

SÉANCE DU 16 FÉVRIER 1926.

**Projet de loi relatif à l'assainissement
de la circulation fiduciaire et à la
stabilisation de la monnaie ⁽¹⁾.**

**TEXTE ADOPTÉ
AU PREMIER VOTE ⁽²⁾.**

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à contracter à l'étranger, aux conditions qu'il déterminera, un ou plusieurs emprunts pour un montant total effectif n'excédant pas 150 millions de dollars ou leur équivalent, et dont le produit sera exclusivement affecté, dans l'ordre suivant :

1° Au remboursement du bon du Trésor, au capital de 480 millions de francs, représentant une partie de l'ancienne dette interprovinciale et reposant dans le portefeuille de la Banque Nationale de Belgique;

2° D'une partie des bons du Trésor délivrés à cette Institution en vertu de l'article 2 de la loi du 24 octobre 1919.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 FEBRUARI 1926.

**Wetsontwerp betreffende de saneering
van den omloop der bankbriefjes
en de muntstabilisatie ⁽¹⁾.**

**TEKST IN EERSTE LEZING
AANGENOMEN ⁽²⁾.**

EERSTE ARTIKEL.

De Regeering wordt gemachtigd in het buitenland, onder de door haar te bepalen voorwaarden, één of meer leeningen aan te gaan voor een werkelijk totaal bedrag, dat 150 miljoen dollar of hun gelijke waarde niet overschrijdt, en waarvan de opbrengst uitsluitend moet aangewend worden tot terugbetaling, in de navolgende orde :

1° Van den Schatkistbon, ten kapitaal van 480 miljoen frank, een deel van de vroegere interprovinciale schuld vertegenwoordigende, en in de portefeuille der Nationale Bank van België berustende;

2° Van een deel der Schatkistbons, aan deze Inrichting, krachtens artikel 2 der wet van 24 October 1919, afgeleverd.

(1) Projet de loi, n° 16.

Rapport, n° 157.

Amendements, nos 133, 161 et 169.

(2) Les amendements adoptés au premier vote sont imprimés en caractères *italiques*.

(1) Wetsontwerp, n° 16.

Verslag, n° 157.

Amendementen, n°s 133, 161 en 169.

(2) De amendementen in eerste lezing aangenomen zijn *cursief* gedrukt.

Les exemptions d'impôts autorisées par la loi du 12 avril 1924 pourront être étendues aux titres de ces emprunts.

Le service de l'intérêt et de l'amortissement sera assuré au moyen de crédits inscrits chaque année au Budget de la Dette publique et couvert par les ressources générales du Trésor.

ART. 2.

Est abrogé le paragraphe premier de l'article unique de l'arrêté royal du 2 août 1914, confirmé par l'article 4, 3°, de la loi du 4 août 1914, en tant qu'il dispense la Banque Nationale de Belgique, jusqu'à nouvel ordre, de l'obligation de rembourser ses billets en espèces.

Le paiement à vue des billets s'effectuera, au choix de la Banque, soit en métaux précieux, or et argent, celui-ci évalué sur le prix de l'or, soit en valeurs-orsur l'étranger, selon les règles prévues par la présente loi.

Un arrêté royal fixera la date de la mise en vigueur des présentes dispositions.

ART. 3.

La loi du 25 janvier 1923 est abrogée, en ce qui concerne l'exportation et l'importation des valeurs.

Un arrêté royal fixera la date à laquelle cette disposition entrera en vigueur.

ART. 4.

Le paiement des billets à vue en devises au pair de l'or, ainsi que l'achat par la Banque des mêmes devises se

De vrijstellingen van belastingen toegestaan door de wet van 12 April 1924 kunnen tot de titels van deze leeningen worden uitgebreid.

De dienst van den interest en van de aflossing zal verzekerd worden door middel van credieten jaarlijks op de Begrooting der Openbare Schuld ingeschreven en gedeckt door de algemeene opbrengsten van de Schatkist.

ART. 2.

Wordt ingetrokken de eerste paragraaf van het eenig artikel van het Koninklijk besluit van 2 Augustus 1914, bekrachtigd door artikel 4, 3° der wet van 4 Augustus 1914, in zoverre zij, voorloopig, de Nationale Bank van België, van de verplichting ontslaat haar bankbriefjes in specien terug te betalen.

De betaling op zicht van de bankbriefjes geschiedt naar keuze der Bank, ofwel in edele metalen, goud en zilver, dit laatste geschat naar den goudprijs, ofwel in goudwaarden op het buitenland, volgens de bij deze wet voorziene regelen.

De datum waarop deze bepalingen van kracht worden, zal bij Koninklijk besluit worden vastgesteld.

ART. 3.

De wet van 25 Januari 1923 is ingetrokken voor wat betreft den uitvoer en den invoer der effecten.

De datum waarop deze bepaling in werking treedt wordt bij Koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 4.

De betaling van de briefjes op zicht in deviezen van dezel/de waarde als het goud, alsmede de aankoop door de Bank

feront à des *taux* qui ne pourront dépasser les limites des points de sortie et d'entrée de l'or *par rapport au cours de stabilisation*.

Ce cours sera fixé par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. Cette délibération aura lieu après consultation de la Banque Nationale.

Il ne pourra être modifié qu'en vertu d'une loi.

ART. 5.

Le taux fixé en conformité de l'article 4 sera appliqué à l'encaisse métallique de la Banque Nationale, pour l'établissement de sa situation et de son bilan.

La comptabilisation en francs des avoirs à l'étranger se fera d'après la même règle.

ART. 6.

Est approuvée la convention intervenue le 10 février 1926 entre le Gouvernement et la Banque Nationale de Belgique et dont le texte est annexé à la présente loi.

Cette convention sera enregistrée gratis.

ART. 7.

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

van dezelfde deviezen, geschieden *tegen bedragen* die de grenzen der punten bij het uitgaan en bij het binnenkomen van het goud, *in verband met den stabilisatie-koers* niet mogen overschrijden.

Deze koers wordt vastgesteld krachtens een Koninklijk besluit waarover de Ministerraad heeft beraadslaagd. Deze beraadslaging heeft plaats na raadpleging van de Nationale Bank.

Hij zal slechts bij een wet kunnen gewijzigd worden.

ART. 5.

Het overeenkomstig artikel 4 bepaald bedrag wordt toegepast op den metaalvoorraad der Nationale Bank, voor het opmaken van haar toestand en van haar balans.

Volgens denzelfden regel, worden de vermogens op het buitenland in de boekhouding in franken opgenomen.

ART. 6.

Wordt goedgekeurd de overeenkomst op 10 Februari 1926 gesloten tussen de Regeering en de Nationale Bank van België, en waarvan de tekst aan deze wet is gehecht.

Deze overeenkomst zal kosteloos geregistreerd worden.

ART. 7.

Deze wet treedt in werking op den dag van hare bekendmaking in den *Moniteur*.

ANNEXE

CONVENTION

Convention entre l'État et la Banque Nationale de Belgique.

Entre :

Le MINISTRE DES FINANCES, d'une part, et le GOUVERNEUR DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, à ce autorisé par délibération du Conseil d'administration, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

L'État cédera à la Banque Nationale les valeurs sur l'étranger qu'il aura acquises à l'aide de l'emprunt prévu à l'article 1^{er} du projet de loi relatif à l'assainissement de la circulation fiduciaire et à la stabilisation monétaire, contre restitution, à due concurrence, des bons du Trésor visés audit article.

ART. 2.

La Banque est autorisée à réaliser l'argent compris dans son encaisse métallique, à condition d'affecter à des achats d'or le produit de cette réalisation.

ART. 3.

L'accroissement d'actif à résulter de la réévaluation de l'encaisse métallique sera abandonné par la Banque à l'État, déduction faite toutefois de tous impôts ou prélèvements quelconques au profit de l'État qui pourraient être perçus à l'occasion de la réévaluation des immeubles et de l'incorporation de ceux-ci et de la réserve au capital social. L'État utilisera la somme ainsi mise à sa disposition pour rembourser à la Banque un montant correspondant des bons émis conformément à la loi du 24 octobre 1919, en représentation des avances faites à l'État pour le retrait des monnaies allemandes.

ART. 4.

Le revenu du placement des valeurs sur l'étranger qui seront remises à la Banque par l'État est attribué au Trésor.

Au surplus, la Banque renonce, au profit de l'État, au revenu des valeurs sur l'étranger qui entreront en compte, conformément à l'article 34 des statuts, pour l'établissement de la proportion entre l'encaisse et les engagements à vue.

La Banque retiendra une commission de 1 % par semestre sur le montant moyen des valeurs sur l'étranger, tel qu'il s'établira d'après les situations hebdomadaires publiées au *Moniteur Belge*.

Toute diminution des valeurs désignées au § 1^{er} ci-dessus qui ne sera pas compensée par une réduction du montant des engagements à vue ou un accroissement de l'encaisse-or entraînera le paiement d'une redevance de 2,25 % au profit du Trésor.

Dans le cas prévu au second alinéa dudit article 34 des statuts, c'est-à-dire lorsque l'encaisse descendra au-dessous du tiers, la Banque versera au Trésor une redevance sur le montant dont l'encaisse devrait être augmentée pour rétablir la proportion du tiers. Le taux de cette redevance sera celui de l'escompte pour les traites acceptées, sans dépasser le maximum de 3 1/2 %.

ART. 5.

Si le taux appliqué à la réévaluation de l'encaisse vient à être diminué, l'État remettra à la Banque, à concurrence de la somme nécessaire pour combler la diminution d'actif, des bons du Trésor émis conformément à la loi du 24 octobre 1919.

Si un arrangement relatif à la reprise des marks n'est pas intervenu, dans l'entretemps, entre l'État belge et le Reich allemand, une convention entre le Gouvernement et la Banque réglera le mode de remboursement du solde de la dette de l'État envers la Banque. Cette convention sera établie et soumise à la ratification des Chambres avant le 1^{er} janvier 1930.

ART. 6.

A défaut d'autorisation spéciale donnée par arrêté royal délibéré en conseil des Ministres, la Banque est tenue d'avoir une encaisse-or ou en devises étrangères convertibles en or égale au tiers du montant de ses engagements à vue.

ART. 7.

Le montant des engagements à vue de la Banque Nationale est fixé à un maximum qui sera déterminé par la loi prorogeant la durée de la Banque Nationale, et ne pourra être modifié qu'en vertu d'une loi, et moyennant l'accord de la Banque Nationale.

ART. 8.

La présente convention entrera en vigueur à partir d'une date qui sera déterminée par arrêté royal, après consultation de la Banque Nationale.

Ainsi fait en double à Bruxelles, le 10 février 1926.

Le Gouverneur
de la Banque Nationale de Belgique,
F. HAUTAIN.

Le Ministre des Finances,
ALB. JANSSEN.

Le Secrétaire,
P. VAN ZEELAND.

BIJLAGE

OVEREENKOMST

Overeenkomst tusschen den Staat en de Nationale Bank van België.

Tusschen :

den MINISTER VAN FINANCIËN, eenerzijds, en den GOUVERNEUR DER NATIONALE BANK VAN BELGIË, daartoe gemachtigd volgens genomen besluit van den Beheerraad, anderzijds,

Is overeengekomen hetgeen volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De Staat doet aan de Nationale Bank afstand van de waarden op het buitenland die hij zal hebben verworven door de leening voorzien onder artikel 1 van het wetsontwerp betreffende de saneering van den omloop der bankbriefjes en de muntstabilisatie, tegen uitkeering, tot het behoorlijk bedrag, van de Schatkistbonds bedoeld in voornoemd artikel.

ART. 2.

De Bank wordt gemachtigd het zilver, dat in haar metaalvoorraad begrepen is, te gelde te maken, mits de opbrengst daarvan voor goudaankoop te bestemmen.

ART. 3.

De aangroei van het actief, welke uit het revalueeren van den metaalvoorraad moet voortvloeien, wordt, door de Bank aan den Staat afgestaan, na aftrek nochtans van alle welkdanige belastingen en voorafnemingen ten bate van den Staat welke zouden kunnen geheven worden naar aanleiding van het revalueeren der onroerende goederen en van de inlijving van deze laatste alsmede van het reservefonds bij het maatschappelijk kapitaal. De Staat moet de alzoo te zijner beschikking gestelde som gebruiken tot terugstorting aan de Bank van een bedrag overeenkomende met de bons, uitgegeven krachtens de wet van 24 October 1919, als aandeel van aan den Staat gedane voorschotten voor het inwisselen der Duitse munt.

ART. 4.

De opbrengst van de belegging der waarden op het buitenland die door den Staat aan de Bank zullen toevertrouwd worden, wordt aan de Schatkist toegekend.

Overigens, ziet de Bank, ten bate van den Staat, af van de opbrengst der waarden op *het buitenland* die, overeenkomstig artikel 34 der statuten, zullen in aanmerking komen voor het bepalen van de verhouding tusschen den kasvoorraad en de verbintenissen op zicht.

De Bank zal een commissieloon van 1 per duizend en per halfjaar afhouden op het gemiddeld bedrag der waarden op het buitenland, zooals het zal vastgesteld worden volgens de in den *Moniteur Belge* bekend gemaakte wekelijksche toestanden. Alle vermindering van de onder § 1 hierboven aangeduide waarden, waartegen niet zal opwegen eene vermindering van het bedrag der verbintenissen op zicht of eenen aangroei van den goudvoorraad, zal de betaling ten gevolge hebben van een recht van 2.25 t. h. ten bate van de Schatkist.

In het geval voorzien onder het tweede lid van gezegd artikel 34 der statuten, 't is te zeggen wanneer de kasvoorraad beneden het derde zal zakken, zal de Bank in de Schatkist een recht storten op het bedrag waarmee de kasvoorraad zou moeten verhoogd worden om de verhouding van het derde te herstellen. Het percentage van dat recht zal datgene zijn van het disconto voor de aangenomen wissels, zonder het maximum van 3 1/2 t. h. te overtreffen.

ART. 5.

Wanneer het cijfer toegepast op het revalueeren van den kasvoorraad komt te verlagen, zal de Staat aan de Bank, ten beloope van de som noodig om de vermindering van actief aan te vullen, Schatkistbons overmaken, uitgegeven overeenkomstig de wet van 24 October 1919.

Indien eene overeenkomst betreffende de overneming der marken intusschen-tijd niet is gesloten geworden tusschen den Belgischen Staat en het Deutsche Rijk, zal eene overeenkomst tusschen de Regeering en de Bank de wijze van terugbetaling van het saldo der schuld van den Staat tegenover de Bank regelen. Die overeenkomst zal vóór 1 Januari 1930 bepaald en aan de goedkeuring van de Kamers onderworpen worden.

ART. 6.

Bij gebreke van eene bijzondere machtiging, gegeven bij Koninklijk besluit volgens genomen beraad van den Ministerraad, is de Bank er toe gehouden een voorraad goud of in goud omzetbare vreemde deviezen te bezitten gelijk aan het derde van het bedrag van hare verbintenissen op zicht.

ART. 7.

Het bedrag van de verbintenissen op zicht van de Nationale Bank is vastgesteld op een maximum dat zal bepaald worden door de wet tot verlenging van den duur der Nationale Bank en zal niet kunnen gewijzigd worden tenzij krachtens eene wet en met de instemming van de Nationale Bank.

ART. 8.

Deze overeenkomst wordt van kracht met ingang van een, na raadpleging van de Nationale Bank, bij Koninklijk besluit, te bepalen datum.

Aldus in dubbel opgemaakt, te Brussel, den 10^e Februari 1926.

De Gouverneur
van de Nationale Bank van België,
F. HAUTAIN.

De Minister van Financiën,
ALB. JANSSEN.

De Secretaris,
P. VAN ZEELAND.
